

L'ESCARGOT DÉCHAÎNÉ

N°20

Bulletin de liaison du mouvement politique des Objecteurs de Croissance

Mai - juin 2014 - A mettre entre toutes les mains!

Le mpOC : toujours aussi nécessaire

Le temps des élections est derrière nous. C'est l'occasion d'une nouvelle mise en perspective de notre travail. Que retenir de cette période de « débats » ? Qu'envisager pour notre travail futur ? Que dire du mpOC ?

Je me lance en sachant que la réflexion que je propose ici n'est qu'une étape de celle qu'il nous faudra, à mon sens, construire collectivement.

Les dernières élections ont dévoilé plusieurs faits nouveaux en même temps qu'elles ont montré l'indécrottable manie des grands médias à inscrire la réflexion politique dans ce qui est usuellement et médiatiquement admis aujourd'hui encore comme axe incontournable. On nous a rabâché la même chose que par le passé en l'inscrivant dans un seul et même enjeu, celui de damer le pion à la NVA, le nouveau grand méchant loup (du moins pour certains francophones particulièrement wallons).

Si deux nouvelles structures non-productiviste se sont présentées aux dernières élections (je fais ici bien évidemment référence au rassemblement R et au mouvement Vega), si le mpOC a pu constater, notamment lors du débat préélectoral qu'il a organisé, que les idées de l'objection de croissance sont aujourd'hui mieux connues et plus appréciées qu'aux élections précédentes, nous pouvons observer que l'abîme abyssal entre nos analyses et celles ressassées par les grosses structures persiste. A cet égard, le test électoral proposé tous azimuts aux électeurs est particulièrement édifiant. Edifiant, tant ce test se basait sur des questions et réponses passéistes, notamment sans aucune référence aux enjeux environnementaux. Edifiant, car ce test a été encouragé durant toute la campagne, sans aucune critique sur le déficit démocratique qu'il impliquait pourtant, ne fût-ce que parce qu'aucune des nouvelles structures en lice n'y était reprise.

La [lettre aux journalistes les invitant à prendre en compte les différents enjeux environnementaux dans leurs analyses politiques lors de la campagne](#)¹ comme d'ailleurs [l'interpellation du mouvement environnemental belge](#)², sont restées lettres mortes. L'environnement, malgré les différents appels, a été une fois de plus le grand perdant des élections.

Tout cela aurait de quoi nous décourager si nous ne voyions pas, dans le même temps, les réseaux se constituer de plus en plus énergiquement et la réflexion gagner en profondeur et en sympathie.

[Les objectifs](#)³ que nous nous étions fixés au lancement du mpOC restent, dans ce contexte, pertinents. Ils gagneraient cependant, me semble-t-il, à s'articuler autour d'une dynamique plus précise, essentielle à notre avenir : celle de créer les conditions à la réalisation d'un nouveau pacte social comme nous avons commencé à le décrire dans notre note « [Faire advenir un nouveau pacte social](#) »⁴. Dans cet objectif, la mise en place de synergies et le dépassement des partisaneries sont incontournables. Et dans ce cadre, notre mouvement, qui rassemble des objecteurs de croissance de différentes obédiences avec des visions stratégiques parfois différentes mais aussi souvent complémentaires, a potentiellement un rôle majeur à jouer.

¹ Cf. <http://objecteursdecroissance.be/IMG/pdf/escargotdechaine19.pdf>

² Cf. <http://www.iew.be/spip.php?article6491>

³ « Le Mouvement politique des objecteurs de croissance développe son identité et ses propositions sur quatre axes complémentaires :

1. la création de liens de solidarité parmi les objecteurs de croissance et entre les objecteurs de croissance et tous ceux qui le souhaitent ;
2. la proposition et la construction d'alternatives, qu'elles soient de l'ordre des idées ou des pratiques ;
3. la résistance à la logique de la croissance et du productivisme ;
4. la participation active au débat public et politique pour y porter les analyses et les expériences du Mouvement. »

⁴ Cf. <http://objecteursdecroissance.be/spip.php?article350>



Comme le Conseil National de la Résistance a dû, lors de la dernière guerre, surpasser les différents clivages qui le parcouraient pour faire aboutir notre précieuse sécurité sociale, aujourd'hui, je pense que nous devons à notre tour, tenter de trouver les moyens et les méthodes à même de créer les conditions culturelles et les rapports de force nécessaires à l'aboutissement d'un nouveau pacte social, socialement fort, environnementalement compatible et humainement émancipateur.

La rentrée de septembre sera donc importante. Nous avons deux mois pour la préparer. Ce qui tombe bien vu que nous allons à l'allure de l'escargot, mais comme lui aussi, sans faire marche arrière.

Vos contributions sont donc les bienvenues.

En attendant, je vous rappelle notre [rendez-vous avec Serge Latouche](#)⁵ le 1^{er} octobre à Liège et vous invite à découvrir un « Escargot déchaîné » renouvelé.

Bonne lecture.

Michèle Gilkinet, secrétaire générale

La citation du mois

« L'avantage avec le vélo, c'est qu'on peut aussi aller à pied. »

Jean Piaget

⁵ Cf. <http://www.objecteursdecroissance.be/spip.php?article443>

Peut-on révolutionner la société avec une jeunesse optimiste ?

« Le pessimisme et l'optimisme sont désormais sans valeur. Seul compte tout ce qui nous permet de connaître et de comprendre où nous en sommes réellement. »

Jean-Claude Besson-Girard⁶

Dans *Le Soir* du 11 juin 2014 (pp. 2-3) est paru un dossier consacré à la question du sentiment d'optimisme chez les jeunes adultes âgés de 25 à 35 ans, ceux que certains sociologues appellent la « génération Y », qui n'a jamais connu que la « crise ». Il commente une étude de la VUB commanditée par la Fondation P&V, qui a envoyé un questionnaire auquel 2.000 personnes ont répondu. Il en ressort que les répondants sont à 80 % optimistes en ce qui concerne leur futur niveau de vie et plutôt pessimistes sur l'avenir du monde, ce qui apparaît comme contradictoire. Seule la question de la sécurité de l'emploi les rend majoritairement pessimistes, sans qu'ils paraissent la lier explicitement au niveau de vie, autre paradoxe... Nous sommes face à l'« optimisme irréaliste », soit la « propension à prédire ce que nous préférons qu'il adienne plutôt que ce qui a le plus de chances d'advenir »⁷. Le psychologue Bernard Rimé s'étonne de sa persistance chez les répondants, malgré le contexte sombre. Comment interpréter cette nouvelle ? Est-elle d'ailleurs si nouvelle que cela ?

⁶ *Entropia « La décroissance et l'État »*, n° 13, éd. Parangon, automne 2012, p. 152.

⁷ Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine. Faire face à la réalité du changement climatique*, Les Presses de Sciences-Po, 2013, p. 151.

Depuis des années, je suis chaque fois étonné lorsque je lis les enquêtes sur le sentiment de bonheur des Belges, qui aboutissent au même résultat : une grande majorité d'électeurs-consommateurs du Royaume se déclarent heureux, malgré la décomposition sociétale et tout ce qui est en hausse : chômage, maladies professionnelles, harcèlement moral et sexuel sur les lieux de travail, consommation d'antidépresseurs, coût du « panier de la ménagère », échec scolaire et enseignement inégalitaire, divorces, solitude subie, cancers des jeunes, suicides, réchauffement du climat, disparition des abeilles... Rien n'y fait, « le Belge », politiquement frileux, individualiste, amateur de foot et buveur de bière, reste imperturbablement optimiste ! Qu'en penser ? À mon sens, ce genre d'étude diffusée dans les médias à grand tirage assure une fonction idéologique consistant à consolider ce sentiment de (faux ?) bonheur dans la population pour le faire davantage advenir, en instrumentalisant le désir de conformité ; à partir de là, la boucle de rétroaction positive se met en place : « Puisque mes compatriotes se disent heureux, eh bien moi aussi je dirai que suis heureux ! Pas question d'être largué, ni là ni ailleurs ! », se dit « le Belge ». Et puis, avouons que s'avouer malheureux, paumé ou en souffrance, même devant un enquêteur inconnu, exige une bonne dose de sincérité et de courage, quand toute la *doxa* nous martèle le contraire : obligation de jouir sans entrave, de positiver, de maîtriser sa vie, de s'accomplir, de réussir, de se dépasser dans les performances professionnelles, sportives, sexuelles, etc. Ce que Pasolini, au début des années 1970, avait déjà repéré comme une nouvelle forme de fascisme encore plus redoutable que la précédente⁸. Ces études sont aussi là pour rassurer l'électeur-consommateur et le mettre dans les meilleures dispositions psychologiques possibles pour qu'il ne veuille rien changer fondamentalement à sa routine productive et consommatrice. Cette observation va à l'encontre d'une opinion répandue chez les militants : le capitalisme aurait besoin d'individus angoissés pour conforter encore davantage son pouvoir. Je pense au contraire que les capitalistes, à tout prendre,

⁸ « On peut donc affirmer que la "tolérance" de l'idéologie hédoniste voulue par le nouveau pouvoir est la pire des répressions de toute l'histoire humaine » in Pier Paolo Pasolini, *Écrits corsaires*, éd. Flammarion, 2009, p. 49.

préfèrent avoir affaire à des électeurs-consommateurs apaisés, confiants dans la solidité et la durabilité de « leur » système, et relativement bien dans leur peau (avec cependant une limite : la frustration qui suscite le nécessaire renouvellement des biens de consommation à échéances régulières). Bien sûr, ils s'arrangeront aussi pour manipuler une population angoissée, mais s'ils peuvent s'épargner cette peine, c'est encore mieux ! Les négationnistes du réchauffement climatique, entre autres, assurent également cette tâche : rien n'est si grave que ce que le GIEC prétend, bonnes gens, continuez à vaquer tranquillement et/ou à vous éclater dans la société du spectacle, nous nous occupons du reste !

Autre chose peut expliquer les résultats de cette enquête. L'individu contemporain est devenu un champion de la résilience et du déni.

La première est certes bien utile pour passer le cap d'épreuves douloureuses, mais, comme un *pharmakon* (à la fois remède et poison), elle peut aussi se retourner contre nous. En 1871, si le peuple de Paris s'était montré résilient, la Commune ne figurerait pas dans les livres d'histoire. Même chose pour les Afro-Américains luttant pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1960. Enfin, la résilience a aussi montré ses limites avec les étudiants en mai 68, d'ailleurs la dernière fois depuis longtemps en Occident. Alors combien de temps allons-nous encore faire le dos rond ? Combien de nouvelles couleuvres accepterons-nous d'avalier ?

Le déni est un mécanisme bien connu en psychologie et en psychanalyse. Le sujet refuse d'admettre une réalité perçue comme émotionnellement pénible, la refoule et attend « que l'orage passe ». L'expression populaire « faire la politique de l'autruche » veut dire la même chose. Et qu'importe si tous ses concitoyens souffrent de cette réalité, eux aussi...

Quant à l'optimisme, c'est devenu, depuis les « années fric », c'est-à-dire environ trois décennies, un véritable devoir citoyen, prélude à la productivité économique. Qui s'y soustrait est montré du doigt, dénigré, voire diabolisé. On le retrouve aux échelons individuel – on en revient à l'enquête de la VUB – et étatique avec sa variante « adaptative », selon laquelle il n'existe aucune limite à l'adaptabilité humaine. Les projets prométhéens d'ingénierie du

climat vont dans ce sens⁹. Il n'y a qu'un domaine, par contre, où le pessimisme est toléré, et même bien considéré : quand il concerne la nature humaine. L'anthropologie négative présente, entre autres, chez Mandeville, Hobbes, La Rochefoucauld et Smith est restée une alliée sûre des capitalistes : chacun pour soi et le Marché (Smith) ou l'État (Hobbes) pour tous ! Pour améliorer sa condition, les luttes collectives sont passées de mode, cela les 25-35 ans semblent l'avoir bien intégré. Place donc au volontarisme et à l'activisme personnel, au déploiement des talents propres, aux stratégies plus ou moins tordues. « Dans les sociétés modernes, ce qui intéresse les gens n'est pas la gestion des affaires communes, mais la garantie de leur jouissance », observait Castoriadis¹⁰.

Comme le remarque le psychanalyste Roland Gori dans son dernier ouvrage, « l'injonction au bonheur devient le plus sûr allié de la servitude »¹¹. Il va falloir choisir : un ersatz de bonheur sans liberté *ou* la liberté *positive*¹² avec la possibilité du bonheur. Le lecteur y voit peut-être maintenant plus clair pour répondre à la question en tête de cet article.

Bernard Legros

⁹ Cf. Clive Hamilton, *Les apprentis sorciers du climat. Raisons et déraison de la géo-ingénierie*, éd. du Seuil, 2013.

¹⁰ Cornélius Castoriadis, *Démocratie et relativisme. Débat avec le MAUSS*, éd. Mille et une Nuits, 2010, p. 101.

¹¹ Roland Gori, *Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux ?*, éd. Les liens qui libèrent, 2013, p. 136.

¹² La liberté positive, qui induit la participation et l'autogouvernement collectif, s'oppose à la liberté négative, comme non-interférence, indépendance par rapport à autrui, qui prédomine dans les sociétés libérales.

Dossier : Faisons échouer le projet de Grand Marché Transatlantique (GMT)

Nous pouvons agir une fois de plus et nous vous proposons de ne pas vous en priver.

La Commission européenne a mis en place une consultation publique à propos du RDIE (Règlement des différends entre investisseurs et États), règlement qui fait partie du projet de GMT. C'est une belle occasion pour dire tout le mal que nous en pensons. **Attention, la consultation sera clôturée le 6 juillet 2014.**

Y participer ne nécessite pas nécessairement beaucoup de temps. Nous vous proposons de choisir entre deux procédures. Une procédure **simplifiée** et une procédure plus **complète**.

Pour ceux qui n'ont que quelques minutes, voici la procédure simplifiée proposée par le [groupe local de Liège du mpOC](#) :

Se rendre sur la [page web du questionnaire de la Commission](http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=ISDS&lang=fr) :

et :

1. Aller directement à la section 1. (Informations relatives au répondant) et remplir toutes les cases de cette section. Précisions pour quelques-unes des cases à remplir : – Personne de contact : y mettre vos prénom et nom. – Coordonnées (adresse...) : votre adresse postale suffit. – À la question Inscription : êtes-vous inscrit au registre de transparence de l'UE ?, répondre non.

2. Dans toutes les cases de la section 2. (Observations sur le texte proposé...), sauf la

dernière, mettre : « Pas de commentaire ». Dans la dernière case (C. Appréciation générale), mettre ceci ou quelque chose du genre : Je suis tout à fait opposé au RDIE. En réalité c'est l'ensemble du TTIP que je conteste absolument. C'est pourquoi je demande que les négociations du TTIP soient immédiatement arrêtées.

Pour ceux qui ont un peu plus de temps, nous leur proposons de suivre les recommandations de la [plate-forme No Transat](http://www.no-transat.be/plus-infos/mobilisation-generale) (<http://www.no-transat.be/plus-infos/mobilisation-generale>) en commençant par consulter les [réponses types proposées](http://www.no-transat.be/node/97) (<http://www.no-transat.be/node/97>).

En effet attention, chaque réponse est limitée à 4.000 signes maximum et **vous n'avez que 90 minutes pour répondre au questionnaire** (passé ce délai, toutes les informations déjà encodées seront perdues). Si vous êtes bien organisé c'est tout à fait possible. Si vous voyez le temps s'écouler trop rapidement ou que vous n'avez pas autant de temps devant vous, rien ne vous empêche de ne répondre dans le détail qu'à quelques questions et de répondre « pas de commentaire » aux autres questions pour filer à votre rythme jusqu'à la dernière question pour donner votre avis sur l'ensemble.

En résumé :

1. Consulter les [réponses types proposées](#)
2. Se rendre sur la page [web du questionnaire de la Commission](#) et :
3. Aller directement à la section 1 (Informations relatives au répondant) et remplir toutes les cases de cette section.

Précisions pour certaines cases à remplir :

– Personne de contact : y mettre vos prénom et nom. – Coordonnées (adresse,...) : votre adresse postale suffit. – À la question Inscription : êtes-vous inscrit au registre de transparence de l'UE ?, répondre non.

4. Dans toutes les cases de la section 2 (Observations sur le texte proposé...), copier/coller les réponses proposées par la plate-forme No transat ou indiquer : « Pas de

commentaire ».

5. Dans la dernière case (C. Appréciation générale), mettre ceci ou quelque chose du genre : Je suis tout à fait opposé au RDIE. En réalité c'est l'ensemble du TTIP que je conteste absolument. C'est pourquoi je demande que les négociations du TTIP soient immédiatement arrêtées.

Pour plus d'information sur le GMT, consultez :

– la [rubrique Articles, classement par thème](#) (Europe, Transatlantique) du site du mpOC-Liège (ou via ce [lien direct](#) : <http://liege.mpoc.be/doc/europe/-TransAtlantique/>)

– le site de la [plate-forme No-Transat.be](#)¹³

– le site de [l'Alliance D19-20](#)¹⁴

– le site de [Raoul Marc Jennar](#)¹⁵

– le dossier du *Monde diplomatique* de juin 2014, pages 11 à 18

Si vous avez besoin d'aide, vous pouvez nous contacter :

Jean Pierre Wilmotte : 010/45.58.90 à LLN

Francis Leboutte : 04/388.39.19 à Liège

Eddie Van Hassel : 081/30.68.58 à Namur

Michèle Gilkinet : 071/87.67.79 à Villers-la-Ville.

¹³ Cf. <http://www.no-transat.be/plus-infos/mobilisation-generale>

¹⁴ Cr. <http://www.d19-20.be/fr/>

¹⁵ Cr. (<http://www.jennar.fr/>)

Nous sommes membres de la plate-forme No-Transat et de l'alliance D19-20. Qui veut bien nous y représenter ?

Le mpOC fait partie de la plate-forme « No Transat ! », qui regroupe plusieurs dizaines d'associations, syndicats et mouvements politiques opposés au grand-marché transatlantique (GMT) que cherche à nous imposer la Commission européenne, ainsi qu'à l'alliance D19-20.

Le mpOC cherche des volontaires, membres de notre mouvement, qui pourraient accompagner Jean Pierre Wilmotte pour nous représenter

- À la Plate-forme no-transat,
- À l'Alliance D19-20.

Celui qui se sent l'envie peut contacter le secrétariat pour les détails pratiques.

François Lapy

Nouvelle rubrique : « Projections décroissantes »

Je voudrais tenter, à chaque « Escargot déchaîné », de soumettre une petite fiction sous forme de reportage. Nous sommes en 2050, 30 ans après la mise en place progressive d'une société conviviale. Je ne sais pas encore quelle sera la suite de ce projet mais j'aimerais beaucoup recevoir les avis, critiques et suggestions de lecteurs sur mes textes afin de les améliorer, de récolter d'autres idées. Des suggestions de thèmes à traiter seraient également les bienvenues.

Merci à vous et bonne lecture.

Nicolas Dacosta

Introduction : « Rio 2019, le début du changement »

La Première ministre belge s'avance à la tribune du Sommet de la Terre et prend la parole : « Il y a plus de 60 ans, le Benelux a ouvert la voie à la création d'une Europe pacifiée. L'intention était bonne. Le moyen, à

savoir le commerce, et le résultat sont plus que mitigés. En faisant primer l'économie sur les autres dimensions de nos vies, nous avons abouti à une mégamachine bureaucratique totalement dédiée à la marchandisation du monde et de nos vies. Nous avons érigé la croissance en dogme, le progrès en religion et la surconsommation en mode de vie, faisant fi des destructions sociales, culturelles et écologiques que cela allait entraîner. Aujourd'hui, la Belgique ose être à la base d'une nouvelle initiative qui ouvrira la voie, nous l'espérons, à un monde meilleur. Nous lançons dès aujourd'hui un vaste plan de décroissance de la consommation et de relocalisation de l'économie. Un vaste plan de diminution de consommation de pétrole non pas par une avancée technologique qui ne viendra pas ou trop tard mais en faisant appel à notre bon sens. Nous voulons retrouver le goût des belles choses, et remplacer la productivité par la générosité, l'efficacité par la beauté. Nous entrons aujourd'hui en décroissance pour une vie plus simple mais en définitive meilleure, une vie qui ne mettra pas en péril le droit à l'existence des plus faibles et des générations futures. Nous ouvrons la voie à une planète égalitaire, riche de sa diversité à l'opposé de cette mondialisation destructrice. »

50 ans plus tard...

L'Escargot déchaîné du 1^{er} juillet 2050 : « La Belgique, pays où il fait bon vivre... »

C'est du moins ce qu'il ressort de la dernière enquête du ministère du Bien-être dans son dernier rapport de février 2050. Qu'il soit du nord, du centre ou du sud du pays, le Belge se sent bien dans ses baskets. Un peu plus de 30 ans après la déclaration de Rio mettant en place la fin de la croissance économique et la course effrénée au toujours plus, la situation de notre pays a bien changé.

Tout d'abord, le partage du temps de travail, le revenu inconditionnel d'existence et le passage à une économie décarbonée et locale a permis de redonner à chacun une place dans la société, loin des clivages chômeurs - travailleurs - actifs - retraités, qui divisaient la société de croissance. Les campagnes se sont repeuplées de travailleurs agricoles et de petits

paysans pratiquant une agriculture locale et bio. On estime qu'aujourd'hui 25% de la population active travaille dans le domaine agricole. La grande sidérurgie s'est reconvertie en de multiples fourneaux de plus petite taille où les artisans travaillent les métaux issus du recyclage. Il faut dire qu'il y a fort à faire et que la masse de métaux issus des anciennes automobiles est un gisement presque sans fin pour les besoins de notre pays. Toute l'industrie s'est reconvertie en de petites unités locales produisant les biens nécessaires pour les communes et les petites collectivités.

Parlons des voitures justement, à mesure que l'économie était relocalisée et que les transports publics étaient renforcés, l'usage de la voiture est tombé de plus en plus en désuétude. Le réseau de trains et de bus électriques qui sillonnent notre pays sur les anciennes autoroutes (une bande en réalité, les autres bandes ayant été dédiées à la mobilité douce ou rendues à la nature) est terriblement efficace et permet d'assurer sans souci les besoins de déplacement de la population.

Suite à la grande campagne de rénovation du bâti et à la promotion de comportements sobres, le parc immobilier belge est un des moins gourmands et des plus verts d'Europe. Le bâtiment aussi s'est considérablement transformé avec la modification des règles d'aménagement du territoire permettant des rénovations ambitieuses écologiquement et donnant, dans nos sociétés occidentales, une place nouvelle et reconnue à l'éco-construction, à l'habitat plume (yourtes, roulottes et cabanes) et aux habitats groupés.

Seul domaine en crise suite aux réformes de 2022, le secteur pharmaceutique et plus particulièrement le secteur des antidépresseurs et autres anxiolytiques dont les ventes sont toujours en chute libre.

La vie dominée par l'économie a laissé la place à une vie plus sobre mais plus équilibrée. Certes, les avions se faisant rares et étant réservés à des situations d'urgence ou à des usages concertés, nous ne partons plus en vitesse à l'autre bout du monde consommer un peu de détente et de culture. Ces voyages de décompression ont perdu leur sens dans la société moins stressante et plus équilibrée de cette année 2050. Pour ceux qui en ressentent le besoin, les

voyages lointains ont été remplacés par des voyages doux sur un grand voilier coopératif, en train ou à vélo, parfois sous la forme d'une année sabbatique, où la rencontre de l'autre ne se résume pas à la consommation de sa culture.

Ailleurs dans le monde, la diminution de la pression sur les ressources naturelles et culturelles du Sud (via le tourisme de masse) a permis à des alternatives sociétales et sociales innovantes de voir le jour. La dette climatique a été payée et a permis au Sud de pallier les effets du réchauffement climatique et de se construire un avenir loin du jeu inégalitaire de la mondialisation.

Le monde n'est certes pas en paix partout, mais la reconnaissance de ses limites et de nos limites l'a rendu plus vivable pour la majorité de ses 9 milliards d'habitants.

Dans les prochains mois, nous consacrerons une série de dossiers afin de vous faire découvrir le monde en 2050 et fêter ensemble 30 ans de décroissance heureuse !

Dans notre prochain numéro : **Namur en permaculture.**

Nicolas Dacosta

Un avis, une critique et une suggestion...

Transmettez-les à la rédaction :

escargotdechaine@objecteursdecroissance.be qui se fera un plaisir de les relayer à l'auteur.

Nos membres nous écrivent :

De l'agriculture à l'agroécologie... Quel avenir pour l'animal domestique agricole ?

L'animal domestique agricole est un être vivant intimement lié à l'agriculture.

Le Larousse définit l'agriculture, au sens large, comme « l'ensemble des activités développées par l'homme, dans un milieu biologique et socio-économique donné, pour obtenir les produits végétaux et animaux qui lui sont utiles, en particulier ceux destinés à son alimentation. »¹⁶

Les activités agricoles sont d'abord apparues dans le « croissant fertile » au Moyen-Orient (8.500 av. JC), puis en Chine (7.500 av. JC), en Amérique du Nord et du Sud (3.500 à 2.500 av. JC). Cette révolution néolithique va ensuite se propager sur d'autres continents. En Europe, elle atteint d'abord la Grèce en 6.500 av. JC. Les populations se sédentarisent, ce qui augmente leur densité et donc les possibilités d'échanges en leur sein.¹⁷

Quelques milliers d'années plus tard...

Dès les années 1960, l'agriculture va connaître une politique de transformation fondée, principalement, sur la sélection de variétés de céréales à haut rendement, sur l'utilisation massive d'engrais minéraux et de produits phytosanitaires (pesticides) ainsi que sur la mécanisation et sur l'irrigation. Cette « Révolution verte » augmente, de façon spectaculaire, le rendement des cultures et permet de nourrir une population mondiale toujours plus nombreuse.¹⁸

Selon un nombre grandissant d'experts, d'associations et de citoyens, ce système contribue au réchauffement climatique, il détruit les écosystèmes, il condamne les agriculteurs, il met en danger la santé des populations et il génère un immense gaspillage. Il est aussi vulnérable à l'instabilité du climat, à la fin de l'énergie bon marché (pic du pétrole), à la rareté des minerais (pic probable du phosphore, engrais industriel, dans les 20 prochaines années), au manque d'eau, aux crises économiques. En bref, il dégrade la qualité du sol, de l'eau et de l'air ainsi que les

relations sociales au point de mettre en danger de nombreuses formes de vie sur terre.¹⁹

La condition des animaux domestiques agricoles

Dans un système agricole engagé dans une course folle à la productivité, les conditions de vie des animaux domestiques agricoles se dégradent inéluctablement. Il s'agit de produire, pour une population mondiale en croissance exponentielle, un maximum de viande ou de produits laitiers en un minimum de temps et au coût le plus bas possible. Pour les animaux, cette situation se traduit le plus souvent par un manque d'attention et d'espace, une vie entièrement dédiée à l'alimentation humaine (sélections et manipulations génétiques), du stress, des maladies...

L'objet de cet article est d'évoquer une possibilité d'avenir parmi d'autres pour l'animal domestique agricole : l'agroécologie.

L'agroécologie est à la fois une science et un ensemble de pratiques agricoles qui vise à améliorer la performance et la durabilité des systèmes agricoles. Elle contribue, de ce fait, à la réalisation progressive du droit fondamental à une alimentation suffisante.²⁰

Pour les auteurs du livre « L'Agroécologie, cultivons la vie », l'importance du rôle de l'animal domestique agricole dans la ferme agroécologique ne fait aucun doute : « *L'animal permet à l'éleveur d'être épanoui et de vivre de son travail. Même si l'agroécologiste a fait le choix du végétarisme, les animaux ont leur place dans sa ferme.* »²¹

Quelques arguments présentés par les auteurs de ce livre...

¹⁹<http://www.reseautransition.be/wp-content/uploads/2013/12/2013-Servigne-Nourrir-leurope-en-temps-de-crise.pdf> (p.7-14)

²⁰http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20140310_finalreport_fr.pdf

²¹ H. Hollare, B. Jolet, M.-C. Favé, « L'Agroécologie – Cultivons la vie », Ed. Sang de la Terre, Paris, 2012, p.162

¹⁶ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/agriculture/1773>

¹⁷ <http://www.citedeleconomie.fr/Apparition-de-l-agriculteur-et-de>

¹⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_verte

La ferme agroécologique est une ferme en « polyculture-élevage » : on y élève des animaux et les cultures y sont diversifiées. Chaque famille de plantes ayant le plus souvent sa maladie ou son parasite attiré, la diversification des cultures permet au cultivateur de ne pas « mettre tous ses œufs dans le même panier ». Des prairies naturelles et des cultures fourragères offrent nourriture, litière, espace et abri aux animaux. Les animaux offrent leurs excréments qui permettent de fertiliser les terres. Les animaux, qu'ils soient sauvages ou domestiques, peuvent être considérés comme des auxiliaires du cultivateur dès lors qu'ils limitent les ravageurs et les adventices (plantes herbacées qui se développent spontanément dans les cultures).

Chaque espèce animale a sa place et toutes ces espèces développent entre elles des complémentarités. Un exemple parmi tant d'autres : dans un verger, des poules, des oies et d'autres oiseaux domestiques peuvent soulager les arbres fruitiers en picorant les invertébrés qui vivent dans, sur et autour de ces arbres, ceci en collaboration spontanée avec des oiseaux sauvages qui s'agitent sur les branches et font tomber les larves au sol...

Dans les prés, chaque espèce animale a ses préférences : le cheval broute les herbes refusées par les vaches et les moutons. Les vaches et les chevaux ne mangent pas les herbes poussant à proximité de leurs excréments, ce qui leur évite de se réinfester en avalant des larves ou des œufs de parasites présents dans ces excréments.

L'éleveur accorde toute son attention aux comportements de ses animaux : besoin de contacts, besoin d'escalader... Il privilégie les races locales, plus rustiques et plus adaptées à leur milieu. Il accorde aussi toute son attention à la nourriture disponible.

Qu'il meure de vieillesse ou serve à nourrir l'homme, l'animal a droit à son intégrité corporelle : les mutilations sont proscrites.

Dans un agroécosystème, les animaux de trait et de bât peuvent avoir toute leur utilité.

Quand la maladie survient, elle est envisagée comme un processus complexe qui ne se déclenche pas par hasard. Dans certains cas, la vache laitière peut

développer une mammite pour exprimer son surmenage et sa saturation.

La maladie a un sens, une fonction, non seulement pour l'animal mais aussi pour le troupeau (pourquoi tous les chevaux d'un troupeau ne tombent-ils pas tous malades lors d'une épidémie de grippe équine ?) et l'évolution de l'espèce. Si un symptôme est masqué par le médicament, l'organisme va chercher un autre mode d'expression en développant une maladie souvent plus grave. Avant d'appliquer un traitement quel qu'il soit, conventionnel ou alternatif, l'éleveur et son vétérinaire doivent apprendre à décoder le sens des symptômes.

En résumé...

L'élevage agroécologique présente plusieurs intérêts :

Des expériences en cours depuis plusieurs années montrent l'efficacité de ce système, que ce soit sur le plan technique, social ou écologique : il contribue au bon rendement des cultures, il permet à l'éleveur de s'épanouir et d'obtenir un revenu suffisant, il respecte l'environnement.

Il est multiforme: il se base sur les connaissances et les pratiques agricoles locales.

Il admet la possibilité de ne pas tuer l'animal domestique agricole.

Il nous permet de mieux résister aux chocs à venir : il rend l'agriculture moins dépendante du pétrole, des engrais et des pesticides (traction animale, fertilisants organiques, rôle d'auxiliaire contribuant à l'équilibre agroécosystémique).

Il est soucieux du bien-être animal.

En conclusion...

Ce système est humain et comme toute organisation humaine, il est faillible. Des dérives individuelles ou des récupérations par le système productiviste marchand (par exemple, le phénomène du « greenwashing » ou du « socialwashing ») sont toujours possibles.

Ces écueils ne doivent surtout pas nous inciter à l'immobilisme...

Dans une perspective de transition, et à l'instar de Pablo Servigne²², je soutiens l'idée selon laquelle il ne faut pas viser un système agricole unique. J'ajouterais que je n'idéalise pas un régime alimentaire unique. Le droit à une alimentation suffisante pour tous, c'est-à-dire le droit à la sécurité alimentaire, dont la nôtre, passe par la diversité des systèmes existants ou proposés, variables d'une région à l'autre :

« (...) comme l'ajoutent les auteurs de ce rapport du Post Carbon Institute, « *retirer les combustibles fossiles du système alimentaire trop rapidement, avant que les systèmes alternatifs ne soient en place, pourrait s'avérer catastrophique. La transition doit donc faire l'objet d'un examen attentif et d'une planification* » (...) On l'a vu, la résilience passe par la diversité. Tenter d'imposer un système unique, fût-il le plus pertinent, le plus alternatif, ou le plus viable économiquement, est une mauvaise idée. Car les conditions sont différentes d'une région à l'autre, et elles peuvent changer rapidement. Un système pertinent aujourd'hui ne le sera peut-être plus demain. Chaque pratique ou système possède des richesses et des écueils qui serviront plus ou moins suivant les circonstances (...) une saine diversité, parfois conflictuelle et contradictoire, qui nous permettra de faire face à l'incertitude (...) »²³

Dans cette perspective ouverte au conflit et à la créativité, je soutiens les objectifs poursuivis par une association comme [Végétik](#)²⁴ : encourager le végétarisme et, de façon plus pragmatique, encourager la diminution de la consommation de protéines animales. J'observe que ce deuxième objectif n'exclut pas le premier: il permet assurément de toucher un public plus large et peut contribuer

²² Pablo Servigne est agronome et chercheur indépendant. Il s'intéresse à l'évolution de la coopération, aux biens communs, à l'agroécologie, à la permaculture, à l'agriculture urbaine, à l'effondrement des civilisations, à la résilience et... à la complexité. Il est l'auteur du rapport cité à la note de bas de page n°6

²³<http://www.reseautransition.be/wp-content/uploads/2013/12/2013-Servigne-Nourrir-leurope-en-temps-de-crise.pdf> (p.36)

²⁴ Cf. <http://www.unjoursansviande.be/quisommesnous.html>

d'avantage, j'ose l'espérer, à ce changement de paradigme dont nous avons besoin pour survivre et vivre mieux.

Christophe Szostak,
Amis de la Terre, mpOC-Liège

Communiqués de presse du mpOC :

[Le mpOC a réagi suite aux problèmes survenus dans le cadre des votes électroniques]

Qu'en est-il des « bugs » dans le vote électronique ?

48 heures après les élections, nous n'avions toujours que des résultats électoraux partiels pour Bruxelles et pour Liège. Un bug informatique empêcherait le programme de fonctionner correctement.

Pour le Mouvement politique des objecteurs de croissance, cet événement est tout à fait symptomatique de ce qui se passe quand on met les élections dans les mains de la machine. Le vote papier a l'immense avantage de pouvoir être recompté et que cela se fasse sous contrôle citoyen. Le vote papier est aussi le seul à assurer le secret du vote. A l'heure qu'il est, les citoyens n'ont aucun contrôle sur leur vote électronique. Rien ne permet d'affirmer avec certitude que les résultats ne sont pas truqués, puisque seuls des experts peuvent manipuler les machines et les logiciels de vote. Nous en sommes réduits à leur faire confiance. Certes, les malversations sont possibles aussi avec le vote sur papier, mais au moins peuvent-elles être décelées après coup. Gardons-nous également de réclamer de « meilleurs » ordinateurs pour la prochaine fois, comme si la technique seule était garante de la démocratie.

C'est pourquoi le Mouvement politique des objecteurs de croissance demande

- Le retour définitif au vote papier
- Que le scrutin soit déclaré nul dans les bureaux concernés par des bugs pour que les électeurs puissent exprimer effectivement leur

vote, sur bulletin papier cette fois, et sous contrôle citoyen.

Il y va de la crédibilité démocratique de notre pays.

Marie-Eve Tries

[Le mpOC a réagi dans le cadre des législations favorables aux OGM]

OGM : Pour le mpOC c'est STOP. Trois fois STOP

Les vingt-huit États membres de l'Union européenne (UE) viennent, ce 12 juin, de donner leur accord, lors d'un Conseil des ministres de l'Environnement, à une réforme du processus d'autorisation des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Pour le mpOC, cette décision va dans le mauvais sens. Il appelle donc le Parlement européen à s'y opposer fermement et dans le même temps à proposer un durcissement de la législation européenne.

En effet, l'accord proposé détricote le cadre actuel assez strict, alors que celui-ci a permis de limiter à la seule culture du maïs MON810, la culture d'OGM en Europe. Conséquences prévisibles : non seulement son détricotage permettra aux pays favorables aux OGM d'en développer plus aisément la production, mais encore il fragilisera les capacités juridiques d'opposition et d'interdiction des pays qui y sont opposés.

Le mpOC s'oppose donc totalement à cet accord. Il demande en outre :

- de revoir la procédure d'autorisation de mise sur le marché des plantes génétiquement modifiées, particulièrement pour l'alimentation animale ²⁵, dont l'Europe reste un grand consommateur ;
- que l'obligation d'étiquetage pour un produit comprenant plus de 0,9 % d'OGM concerne également les produits issus d'animaux (œufs, viande, lait...) nourris avec des OGM.

²⁵ <http://www.infogm.org/Quels-sont-les-OGM-autorises>

Le mpOC est favorable à une agriculture européenne sans OGM. Les OGM sont à l'agriculture ce que le gaz de schiste est à la politique énergétique : une illusion mensongère. Au-delà de l'impact incommensurable sur l'environnement et la santé publique, il n'est nul besoin d'argument scientifique pour prouver que les OGM existent uniquement au service d'un renforcement de l'agriculture industrielle au détriment d'une agriculture paysanne qui peine tantôt à se maintenir, tantôt à se développer. C'est pourtant cette dernière qui constitue, tant au Nord qu'au Sud, la réponse la plus adéquate aux défis environnementaux, démographiques et sociétaux auxquels nous devons faire face dans les années à venir. Pour rappel, dans notre pays, 1 exploitation agricole cesse ses activités tous les 4 jours. La biodiversité souffre notamment de l'usage des pesticides (problème qui ne va pas être résolu avec des OGM, puisque ceux-ci sont généralement conçus pour être utilisés avec de puissants pesticides). Au Sud, 1,2 milliards de personnes souffrent de la faim, tandis que l'agriculture est victime du dumping du Nord et d'un manque d'investissement. Comme l'a encore rappelé au printemps dernier au sujet de la faim dans le monde le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, « on produit l'équivalent de 4.800 kcal par jour et par personne, soit deux fois plus qu'il n'en faut pour nourrir la planète. Le vrai problème, c'est que des acteurs puissants font obstacle à des changements véritables. Il faut le reconnaître : la faim est une question beaucoup plus politique que technique. » Les solutions pour une politique alimentaire soutenable se trouvent dans le soutien de l'agroécologie, de l'agriculture paysanne, la sortie des denrées alimentaires des valeurs boursières et un protectionnisme des différents marchés régionaux et non dans des chimères technologiques. Le politique doit assumer son mandat au lieu d'ériger en valeur cardinale ce dialogue avec les experts de l'industrie, auxquels la nouvelle procédure confère un poids démesuré.

Laisser le débat se judiciaire au départ du contentieux qui naîtra d'éventuels refus de commercialiser ou de planter des OGM à l'issue de cette décision à la baisse du processus d'autorisation des organismes génétiquement modifiés procéderait de la même dépolitisation. D'une part, ce serait un

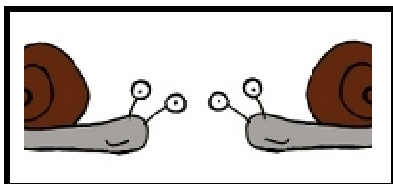
pas vers le « gouvernement des juges » et un recul quant à la séparation des pouvoirs. D'autre part, il faudra des années avant que se forge et se stabilise une jurisprudence de la Cour de justice de l'UE sur ces enjeux.

Le mpOC propose en outre à tous les militants anti-OGM de continuer à soutenir le combat de ceux qui ont arraché les patates OGM à Wetteren en les rejoignant le 28 octobre à Gand pour le procès en appel.

Pour le mpOC, Bernard Legros, porte-parole,
et Michèle Gilkinet, secrétaire générale

Contact : 071/87.67.79

A la rencontre de...



Jean Pierre, créateur de Donneries

Avec notre rubrique « A la rencontre de ... », nous nous proposons d'aller à la rencontre de ceux et celles qui, dès aujourd'hui, sont créateurs et créatrices d'avenir. Pour commencer la série, nous avons décidé d'aller voir Jean Pierre, que beaucoup connaissent comme vaillant secrétaire général du mpOC, mais qui ne savent pas toujours qu'il est une des personnes clés derrière, notamment, la création de Donneries en Belgique francophone²⁶.

Pour ceux qui ne connaissent pas le concept, une Donnerie c'est un système d'aide aux dons d'objets utiles dont on n'a plus l'usage. Ce système est mis en place localement et fonctionne par le biais d'un abonnement à une liste de diffusion comme par exemple celle [de Louvain-la-Neuve](#)²⁷. Il existe aujourd'hui 33 donneries en Belgique francophone.

²⁶ Propos recueillis par Michèle Gilkinet

²⁷ Cf. <http://listes.agora.eu.org/listinfo/donnerie>

Les dons et les demandes circulent par courriel entre les membres. Lorsqu'un membre est intéressé par l'objet à donner ou lorsqu'il a la réponse à une demande reçue, il se manifeste auprès de la personne source et organise un contact réel. Le don peut ainsi être concrétisé²⁸.

Jean Pierre, peux-tu nous dire quand, comment et pourquoi t'est venue l'idée de créer des donneries ?

La première Donnerie a été créée en septembre 2006, soit bien avant le mpOC. J'avais remarqué l'existence du système « Freecycle » (soit Gratuit-recyclé) porté à travers une multinationale américaine avec 4 ou 5 antennes en Belgique. Bref, dans le cadre d'un système Big Brother (des yahoo groups avec des pubs). J'ai trouvé l'idée intéressante, d'autant qu'autour de moi il y avait des personnes avec des trucs à donner mais sans savoir quoi faire.

Il n'y avait pas d'antenne Freecycle à Louvain-la-Neuve et je trouvais que Freecycle n'était pas attentif au côté local des dons à réaliser. J'en ai parlé au GAC (Groupe d'achat en commun) de LLN dans l'objectif de créer quelque chose de similaire mais indépendant et local. Je pouvais me charger de l'aspect technique. L'intérêt d'une vingtaine de membres du GAC a été immédiat. Le lendemain la première Donnerie a été créée avec le support d'agora.eu.org²⁹, un service d'hébergement électronique, destiné au monde associatif et culturel en Belgique francophone.

La croissance du nombre de membres s'est faite petit à petit sans l'aide de publicité ou d'appel. C'est le bouche à oreille ou le bouche à bouche (quoique plus rarement) qui a fonctionné. De réseau en réseau, cela s'est diffusé au point qu'aujourd'hui le terme « donnerie » est entré dans le domaine public.

Aujourd'hui, si je ne me trompe pas, il existe plus d'une trentaine de donneries chez nous. Cela a-t-il été difficile à créer ? De trouver des personnes relais au niveau local ?

Aujourd'hui, il existe 33 donneries en Belgique francophone qui fonctionnent grosso modo sur le même principe que celle de LLN. Presque toutes

²⁸ Pour voir plus concrètement de quoi il retourne, cette vidéo réalisée par le RCR décrit en 10 minutes le fonctionnement d'une donnerie

https://www.youtube.com/watch?v=gkoDJ9_ikqc

²⁹ Cf. <http://agora.eu.org/accueil.html>

reposent sur agora.eu.org. Depuis peu, deux Donneries combinent liste de diffusion et Facebook. Cela n'a pas été très difficile de les créer. Souvent ce sont des membres de la Donnerie de LLN qui ont été à l'origine de la création d'une autre Donnerie. Pour la création de la dernière Donnerie, j'ai juste eu à passer une bonne heure avec la référente locale pour l'aider à paramétrer sa liste de diffusion. Prochainement, je vais avoir un contact via Skype avec quelqu'un qui souhaite créer une donnerie à Cotonou (capitale du Bénin). La plupart des Donneries ont été créées par des personnes qui connaissent ou qui ont participé à la Donnerie de LLN ou encore qui ont eu un contact avec des partisans de la décroissance à travers diverses initiatives comme, par exemple, les [marches pour l'après-croissance](#)³⁰.

As-tu une idée du nombre d'échanges que les Donneries représentent ?

Globalement, je n'en ai qu'une vague idée. À LLN, il y a près de 1.450 membres et entre 20 et 60 courriels par jour. Tous les jours, il y a des membres qui partent et d'autres qui arrivent. Certains, en effet, n'utilisent la donnerie que pour un don ponctuel.

Certains se sont abonnés systématiquement à plusieurs Donneries et écrivent en même temps à toutes ces Donneries même si nous insistons pour que cela se passe différemment : en privilégiant la Donnerie de son coin, et en ne s'adressant à d'autres Donneries voisines que si la requête n'a pas eu d'écho dans la Donnerie locale.

Quelles sont les difficultés qu'on rencontre au sein des Donneries ? J'imagine que tout n'est pas nécessairement rose et facile...

Comme dans tous groupes, il y a des « emmerdeurs », des personnes qui n'ont pas compris la démarche et qui assomment les autres avec un tas de courriels inappropriés. Par exemple, des personnes qui proposent ou demandent de l'argent, d'autres qui se trompent d'adresse mail, d'autres encore qui ne sont pas au rendez-vous fixé pour le don, ou qui prennent la donnerie pour un dépôt, etc. Donc, au plus il y a de membres, au plus potentiellement les modérateurs des listes ont du boulot.

Les modérateurs doivent aussi répondre aux questions qui leur sont directement posées et intervenir en cas

de conflit sur la liste. Généralement, il y a deux modérateurs par Donnerie. Au-delà d'un certain nombre de membres qu'on a acceptés parce qu'il n'y avait pas de Donnerie plus proche d'eux, on insiste pour qu'ils envisagent de créer, avec mon aide s'ils le souhaitent, une nouvelle Donnerie à proximité plutôt que de poursuivre la croissance du nombre de nos membres.

Pour renforcer le caractère local, j'ai proposé un questionnaire auquel les futurs adhérents doivent répondre avant que leur inscription soit validée. L'adhésion préalable à une espèce de charte locale est requise mais cela ne permet pas d'éviter tous les problèmes.

Les Donneries sont toutes basées sur le même principe mais existe-t-il des particularités ici ou là ?

Il existe quelques particularités, comme le fait que toutes les donneries n'utilisent pas agora.eu.org ou d'autres serveurs indépendants mais Yahoo ou Google. Mais la plupart sont fort semblables à la donnerie de LLN.

Par ailleurs, certaines Donneries sont très actives et d'autres pour ainsi dire pas. Cela dépend souvent des dynamiques locales en place.

Existe-t-il un système de gestion central ou tout est-il géré de façon décentralisée ?

Il n'y a pas de système centralisé. Chaque Donnerie est autonome et fonctionne souvent en réseau libre avec les autres donneries ou autres « Prêteries » et « Serviceries ».

Le Réseau des consommateurs responsables (RCR) s'est intéressé aux Donneries. Une de ses fonctions est de populariser ces initiatives et d'aider à en créer de nouvelles, comme de créer des nouveaux GAC (groupe d'achat en commun), prêteries, serviceries, Repair Cafés, SEL (service d'échanges locaux)... Il essaie de répertorier tout ce qui se fait d'initiative à l'un ou l'autre endroit.

Mais on ne peut pas parler de service centralisé, plutôt d'un réseau informel, soutenu de différentes manières. Par exemple, quand une nouvelle Donnerie est créée, j'en informe tous les membres de LLN et les modérateurs de toutes les autres Donneries. Cette

³⁰ Cfr. <http://www.demarche.org/Home>

manière de faire permet souvent aux nouvelles Donneries de réunir plus rapidement ses premiers membres.

Si une personne veut créer une nouvelle Donnerie, quelle recommandation lui ferais-tu ?

Vérifier d'abord que tous les inscrits sont bien des « locaux » et ont bien compris les règles de fonctionnement de base (par exemple la manière de rédiger un courriel d'offre ou de demande, l'exigence de ne pas utiliser la liste pour faire la promotion d'un événement et encore moins une pub rencontre si nécessaire. ...).

Quelle expérience retires-tu de tout cela ?

Les Donneries comme d'autres systèmes, par exemple les Repair cafés, sont des formes d'entraide dans un réseau informel dont un des dénominateurs communs est l'objection de croissance, que celle-ci soit consciente ou non. Tous ces réseaux informels sont de bons outils pour faire prendre conscience des idées portées par l'objection de croissance et donc, chez nous, la décroissance.

Tu veux ajouter quelque chose ?

Oui. Personnellement je suis assez triste de constater que tout cela doit passer aujourd'hui par Internet. Des essais pour faire sans n'ont pas été concluants. Heureusement qu'on peut constater que ces différents systèmes, Donneries, Serviceries... débouchent sur des contacts réels qui souvent mènent à des rencontres humaines fortes et durables, ce qui d'ailleurs était mon principal objectif en créant la Donnerie de Louvain-la-Neuve.

Pour toi, c'est quoi le mpOC ?

Un mouvement dont l'objectif principal actuellement est populariser l'idée de l'objection de croissance et, pour les pays « riches » dont le nôtre, celle de la décroissance.

Que doit-il privilégier selon toi ?

Ce que je viens de dire en encourageant chacun à agir à au moins deux des trois niveaux identifiés généralement par les objecteurs de croissance :

- au niveau individuel : la simplicité volontaire, un mode de vie le moins possible en contradiction avec la décroissance ;
- au niveau collectif : l'implication concrète dans des pratiques associatives alternatives, en dehors du marché (GAC, AMAP, SEL, Repair Cafés, *eries...)

- au niveau « politique » : l'investissement dans le terrain politique pour provoquer un changement de trajectoire.

Pour prendre contact avec Jean Pierre, on peut écrire à wilmotte@edpnet.be ou téléphoner au 010/45.58.90.

Le mpOC relaie

Demande de soutien du film « Présent simple »

Vous partagez les valeurs de la simplicité volontaire ? Vous êtes prêts à soutenir, financièrement ou non, un projet de film qui permettra une large diffusion de cet engagement citoyen ?

Vous pouvez alors nous aider... car **Les Amis de la Terre cherchent à réunir la somme de 4.000 € avant la fin juin pour permettre la finalisation d'un film de 50 minutes sur un choix de vie vers l'autonomie créatrice !**

Tous les dons sont les bienvenus, dès 5, 10, 20 ou 50€... et plus. :)

Pour chacun d'eux, vous recevez des contreparties intéressantes (et une déductibilité fiscale dès 50 €).

Allez découvrir le projet (et un avant-goût vidéo) sur le site de financement citoyen :

<http://www.kisskissbankbank.com/present-simple-un-film-sur-l-autonomie-creatrice>



« En 2009, deux Namurois, Marc et Veronika, se rencontrent sur leur lieu de travail aux Amis de la Terre. Lui est ancien forgeron et elle, formée en journalisme et philologie slave.

Après plusieurs années de sensibilisation à l'écologie, ils décident tous les deux d'avancer un pas plus loin dans leur projet de vie : appliquer en profondeur les valeurs de la simplicité volontaire, réduire leurs besoins matériels et gagner en autonomie, au plus près de la nature.

Ils optent pour la vie en roulotte sur un terrain en Tchèque ! Cette aventure débute en janvier 2012 ... »

Rino Noviello, photographe/réalisateur engagé et membre des Amis de la Terre, part à leur rencontre à l'été 2013. Il ramène en Belgique des images et témoignages de cette simplicité volontaire vécue avec passion au quotidien et souhaite les partager à travers le montage d'un documentaire.

Notre association soutient ce projet et envisage une grande tournée de projections (en Wallonie et à Bruxelles) à la fin de l'année 2014, afin de diffuser ces valeurs, questionner et interpeller un large public. Pour parvenir à cela, nous avons besoin de vous.

Alors, vous souhaitez apporter votre goutte (ou seu) d'eau à notre vague de changement ?

S'il est impossible pour vous de payer par carte de crédit, sur le site, vous pouvez alors effectuer le versement sur le compte des Amis de la Terre : IBAN BE65 5230 8002 7196 avec en communication « nom + prénom + Don Présent Simple ». Envoyez-nous un petit mail afin que nous ayons vos coordonnées pour l'envoi des contreparties.

Même si vous ne participez pas financièrement, **vous nous serez déjà d'une grande aide en diffusant** autant que possible via mails, réseaux sociaux ou par le bouche à oreille. Nous sommes aussi ouverts à toutes vos remarques ou suggestions...

Un tout grand merci !

Veronika, Marc, Rino, Ezio et Robin

Les Amis de la Terre Belgique

Le mpOC soutient ce projet et a versé 100 € pour aider à sa concrétisation.

Pétition : « Pour une agriculture responsable en Wallonie »

Les aides européennes (PAC) destinées aux agriculteurs qui développent un projet agricole respectueux de l'environnement viennent d'être renégociées. Il en résulte une baisse considérable de ces aides, qui n'est pas justifiée et qui risque de mettre à mal de nombreuses fermes bio. C'est pourquoi nous vous invitons à signer la pétition lancée par des chercheurs en agro-écologie. Pour signer la pétition, <https://www.lapetition.be/en-ligne/Pour-une-agriculture-responsable-en-Wallonie-14436.html>

Cette pétition est soutenue par différentes associations dont Natagora et Inter-Environnement Wallonie dont vous trouverez la position sur le lien <http://www.iew.be/spip.php?article6492>

L'équipe de Terre-en-vue

Pétition : « Il manque une banque » (NewB)

Un projet de banque coopérative est en cours en Belgique. Son nom est NewB. Vous pouvez lire plus de renseignements sur leur site : <http://www.newb.coop/fr/>

Cette initiative a été soutenue par le mpOC qui a fait appel à contribution auprès de ses membres.

Suite à plusieurs difficultés rencontrées, cette coopérative a lancé une pétition et nous suggérons à nos membres de la signer.

Le lien du site est : <http://ilmanqueunebanque.be/>

Agenda

Aidez-nous à le mettre à jour régulièrement en nous écrivant à info@objecteursdecroissance.be

- **Vendredi 27 juin 2014**, de 18h30 à 21h30 Mundo N, rue Nanon, 98 à Namur. **Soirée Tupper-Terre** ; <http://www.terre-en-vue.be/actualite/article/soiree-tupperterre> Infos et inscriptions; maarten@terre-en-vue ou 0496/68.28.78.
- **Lundi 7 juillet**, 20h, Louvain-la-Neuve à la Maison du Développement durable, 2 place Agora à Louvain-la-Neuve. **Débat sans conférence** (thème : « Démocratie réelle, oui, mais comment ? »).
- **Mercredi 9 juillet** de 18h30 à 21h à la Maison du Développement durable, 2 place Agora à Louvain-la-Neuve. **Repair Café**, exceptionnellement sans atelier informatique.
- **Jeudi 7 août**, 19h, Namur. **Conseil politique**, rue Basse Marcelle, 26 à Namur. (Sous réserve : les détails suivront).
- **29, 30 et 31 août. (F)Estives de l'objection de croissance** à Cerbère (France). Infos et inscriptions : <http://www.les-oc.info/2014/02/festives-2014/>.
- **Jeudi 11 septembre**, 19h, Namur. **Conseil politique**, rue Basse Marcelle, 26 à Namur.
- **Mardi 16 septembre**, 20h, au Jardin des enfants rue Fond Pirette 127 à Liège. **Projection-exposé-débat Sans Lendemain** avec Bernard Legros (porte-parole du mpOC) et Francis Leboutte (ingénieur civil, membre du mpOC et de l'ASPO.be).
- **Dimanche 21 septembre**, de 10h à 18h **Bio en Liège**. Au Jardin Botanique, rue Fusch. Entrée libre. Le mpOC-Liège y tiendra un stand.
- **Mercredi 1^{er} octobre**, Liège. **Conférence-débat** avec **Serge Latouche** : Construire l'avenir avant ou après l'effondrement ?
- **Samedi 17 janvier: assemblée générale du mpOC**. Les détails suivront.

Les petites annonces de L'Escargot déchaîné

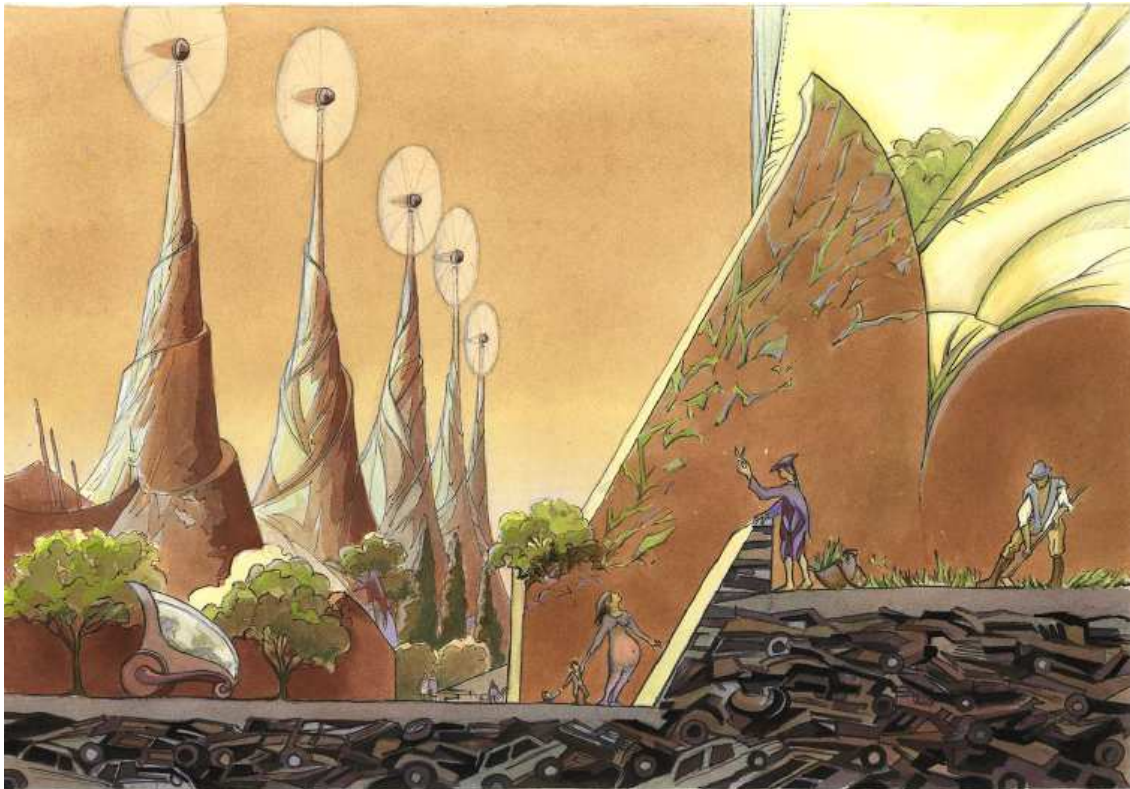


Les secrétaires généraux du mpOC recherchent pour les aider dans leurs tâches régulières, une personne à même de tenir les fichiers des membres et à mettre de l'ordre dans le listing presse.

L'Escargot déchaîné recherche une personne bénévole pour l'aider à la mise en page du journal.

Le mpOC recherche un(e) co-secrétaire général(e).

Pour conclure



La société de consommation a programmé son obsolescence, un peu partout un nouveau monde est déjà en gestation. Luc Schuiten ©

In « Vers une cité végétale », Luc Schuiten, copyleft.

Dans le prochain numéro

Nous avons décidé de ne plus annoncer le titre du prochain dossier. Souvent, les articles que nous recevons sont très différents des titres que nous avons prévus. Plutôt que de commettre des maladresses, les dossiers seront en fonction de vos contributions. Merci !

Et bien d'autres choses encore !

Vous retrouverez dans l'Escargot déchaîné du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers.**

Rédaction

escargotdechaîne@objecteursdecroissance.be

Ont participé à ce numéro

Coordination : Marie-Eve Lapy-Tries

Photo couverture : François Lapy

Rédaction :

- Marie-Eve Tries, GL de LLN
- Michèle Gilkinet, secrétaire générale
- Jean Pierre Wilmotte, secrétaire général
- Bernard Legros, porte-parole
- Nicolas Dacosta
- Francis Leboutte, GL de Liège
- Christophe Szostak, GL de Liège, Amis de la terre

- François Lapy, coordinateur du conseil politique

info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be

Contacter le mouvement

- Rédaction de l'Escargot déchaîné : escargotdechaine@objecteursdecroissance.be
- Secrétariat : info@objecteursdecroissance.be
- Porte-parole : presse@objecteursdecroissance.be
- Conseil politique (organe de décision du Mouvement en dehors des AG) :

- Pôle politique (équipe qui rédige les projets de programmes politiques) : info.pole.politique@objecteursdecroissance.be
- GL de Liège : info.gl.liege@objecteursdecroissance.be
- GL de Namur : info.gl.namur@objecteursdecroissance.be
- GL d'Ottignies-LLN : info.gl.lln@objecteursdecroissance.be

Adhérer

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au mpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à envoyer à : mpOC, rue du Rondia 8, 1348 Louvain-la-Neuve

Je soussigné-e

Nom:..... Prénom:.....

Adresse:.....

Code postal:..... Commune:.....

Informations optionnelles :

Adresse courriel:.....

Tél. fixe:.....

GSM:

membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28 IBAN : BE37 5230 8031 1328 - BIC : TRIOBEBB . La cotisation est libre, à partir d'1 euro. Le montant suggéré est de 30 euros.

DATE:..... SIGNATURE :

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.